

EXPOSITION

# LES QUEVILLAISES ONT UNE HISTOIRE

CONCEPTION, RÉALISATION, MONTAGE :  
MAIRIE DE PETIT-QUEVILLY  
(SERVICE DES ARCHIVES MUNICIPALES,  
SERVICE COMMUNICATION,  
BIBLIOTHÈQUE)

REMERCIEMENTS :  
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-MARITIME  
ARCHIVES DIOCÉSAINES DE ROUEN  
SERVICE DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL DU PATRIMOINE DE LA RÉGION NORMANDIE  
ARMY WOMEN'S MUSEUM DE FORT LEE ETATS UNIS

FANY GALLOT  
CATHERINE BARBE  
FABRICE BENSIMON  
RONALD C. BINGHAM  
ANDRÉ DELESTRE  
ANTOINE HARDY

  
**petit  
quevilly**

[www.petit-quevilly.fr](http://www.petit-quevilly.fr)



# INTRODUCTION

« NOUS QUI SOMMES SANS PASSÉ, LES FEMMES,  
NOUS QUI N'AVONS PAS D'HISTOIRE,  
DEPUIS LA NUIT DES TEMPS, LES FEMMES,  
NOUS SOMMES LE CONTINENT NOIR... <sup>1</sup> »



Éèves de l'école de filles Delphine-Gay (début années 1960)

Bien que représentant la moitié de l'Humanité, les femmes n'occupent qu'une place secondaire dans le récit historique. C'est vrai à l'échelle mondiale mais également, si l'on réduit la focale, à celle de Petit-Quevilly.

En plus de 1000 ans, l'histoire quevillaise n'aura retenu qu'une poignée de noms de femmes. Est-ce à dire que durant des siècles les habitantes de Petit-Quevilly n'ont joué aucun rôle notable ?

A cet apparent constat d'invisibilité, deux causes peuvent être données. L'histoire de Petit-Quevilly nous est longtemps restée racontée par des hommes qui n'ont pas jugé bon de s'appesantir sur le rôle joué par les Quevillaises dans le passé. Il est vrai qu'en France, l'intérêt pour l'histoire des femmes n'apparaît qu'à partir des années 1970 dans le sillage des mouvements féministes.



Ouvrière de l'usine d'ampoules SIALE (1946)

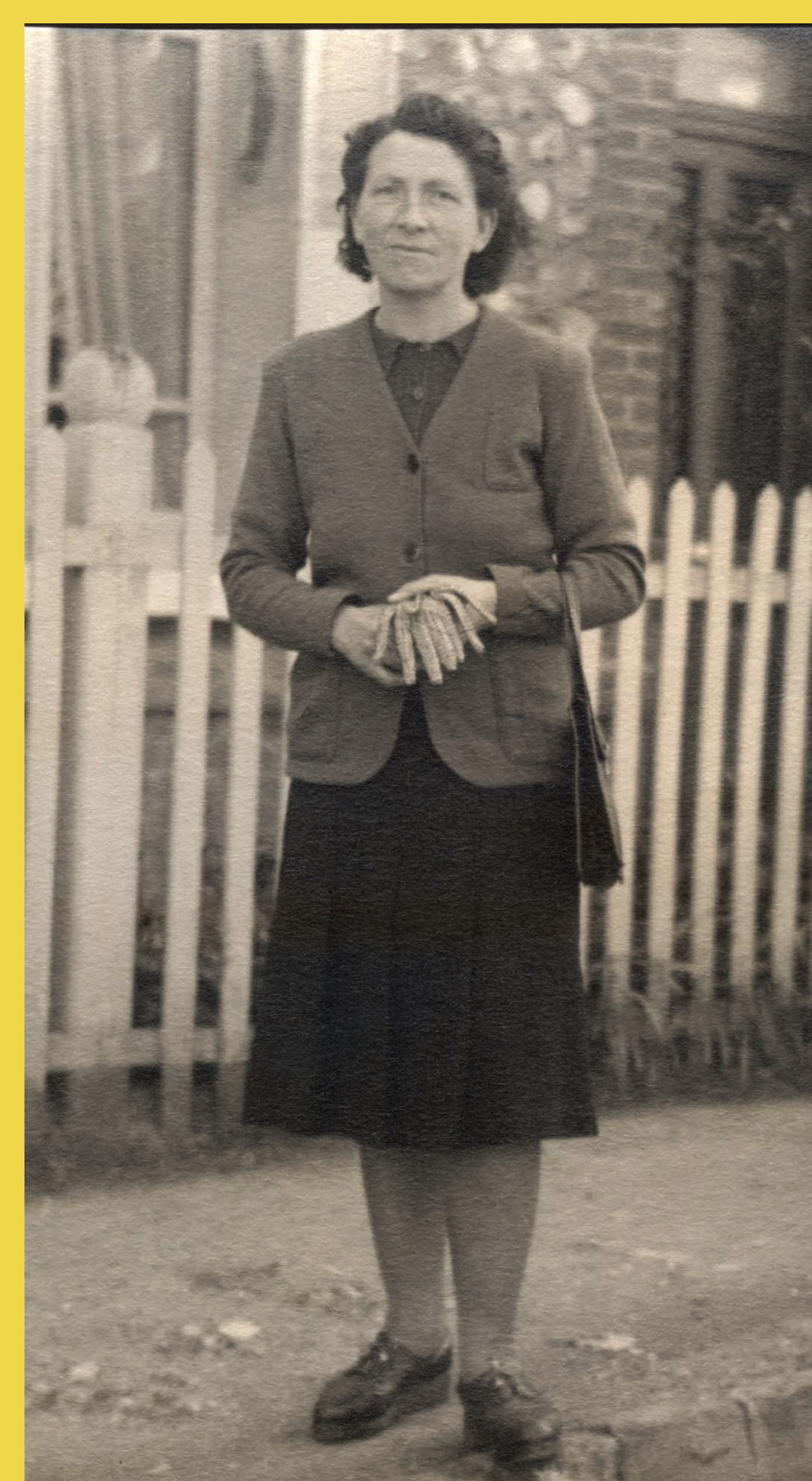


Employées de l'usine des Fermetures Éclair (années 1960)

<sup>1</sup> Extrait de L'hymne des femmes, chanson créée en mars 1971 par des militantes féministes à Paris. Elle est devenue un emblème du Mouvement de libération des femmes (MLF) et plus généralement des luttes féministes francophones.



Étèves de l'école Delphine Gay en tutus de danse (début années 1950)



Une Quevillaise (des années 1930)

Mais à cet « oubli » s'ajoute une réalité plus sociétale. On a longtemps considéré que les représentants de chaque sexe avaient dans la société une place prédéterminée dictée par d'obscures lois naturelles : les femmes au foyer, les hommes aux "affaires sérieuses" qui concernent la marche de la commune. Donc a priori, rien à raconter sur celles-ci.

L'absence des femmes de l'histoire "officielle" de Petit-Quevilly est pourtant trompeuse. Si l'on gratte un peu le vernis masculin de celle-ci on trouve bien vite des femmes, pouvant jouer les tous premiers rôles à l'exemple de Charlotte Goujon élue première femme maire de la commune en 2019.

C'est le récit de femmes vivant, travaillant, souffrant, luttant du Moyen-âge au XXI<sup>e</sup> siècle que cette exposition va vous raconter contribuant ainsi à leur redonner toute leur place dans l'histoire de Petit-Quevilly.



Habit de fête de la Quevillaise (années 1840)



# CHRONOLOGIE SÉLECTIVE DES CONQUÊTES DES DROITS DES FEMMES EN FRANCE

Durant des siècles, les Françaises immergées dans une société profondément patriarcale furent volontairement maintenues dans un état d'infériorité en droits par rapport aux hommes. Il faut patienter jusqu'à la Révolution française de 1789 pour que les esprits et les lois commencent à lentement évoluer vers plus d'égalité entre les représentants des deux sexes. Retour sur quelques dates symboliques de la conquête des droits des femmes qui ont transformé leur vie.

1790 : Les femmes ont autant de droits que les hommes sur l'héritage

1792 : Possibilité donnée aux deux conjoints de rompre leur mariage

1804 : Le Code civil prévoit que le mari doit protection à sa femme et elle l'obéissance.

1832 : Le viol devient un crime passible des travaux forcés

1836 : Organisation de l'enseignement primaire pour les filles

1874 : Le travail de nuit des femmes non majeures est interdit

1892 : Le port du pantalon possible à condition de tenir à la main une bicyclette ou un cheval

1892 : Interdiction du travail de nuit pour les femmes

1907 : Les femmes mariées sont autorisées à disposer librement de leur salaire. Auparavant, tout revenait à leur mari

1920 : Les femmes peuvent adhérer à un syndicat sans l'autorisation de leur mari.

1924 : Les filles peuvent recevoir le même enseignement secondaire que les garçons

1938 : L'incapacité juridique des femmes mariées est levée

1944 : Droit de vote et d'éligibilité donné aux femmes

1965 : Les femmes acquièrent le droit de travailler et d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari et de bénéficier des avantages sociaux.

1967 : Légalisation de la contraception médicalisée

1971 : Instauration du congé de maternité indemnisé à 90 %

1972 : Instauration du principe d'égalité de rémunération entre les hommes et femmes

1975 : Dépénalisation et encadrement de l'interruption volontaire de grossesse (IVG)

1975 : Le mari ne peut plus lire les correspondances de sa femme, ni décider de ses relations

1992 : Pénalisation des violences conjugales et du harcèlement sexuel sur le lieu de travail

2006 : Alignement de l'âge légal du mariage des filles (15 ans) sur celui des garçons (18 ans) afin de lutter contre les mariages forcés

2013 : Abrogation de l'interdiction du port du pantalon pour les femmes en vigueur depuis 1800

2018 : Création d'une infraction d'outrage sexiste pour réprimer le harcèlement dit de rue

## Les lois contre les droits des femmes :

1791 : Les femmes sont déclarées des citoyens passifs au même titre que les pauvres, les domestiques et les esclaves libérés

1795 : Interdiction faites aux femmes de tenir tribunes et de contribuer à des regroupements de plus de cinq personnes dans la rue

1800 : Interdiction de porter le pantalon

1801 : Projet de loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes (sans suite)

1804 : Incapacité civile des femmes mariées restaurée

1810 : Pénalisation de l'avortement

1810 : La femme est déclarée incapable juridiquement

1816 : Suppression du divorce qui ne sera rétabli qu'en 1884

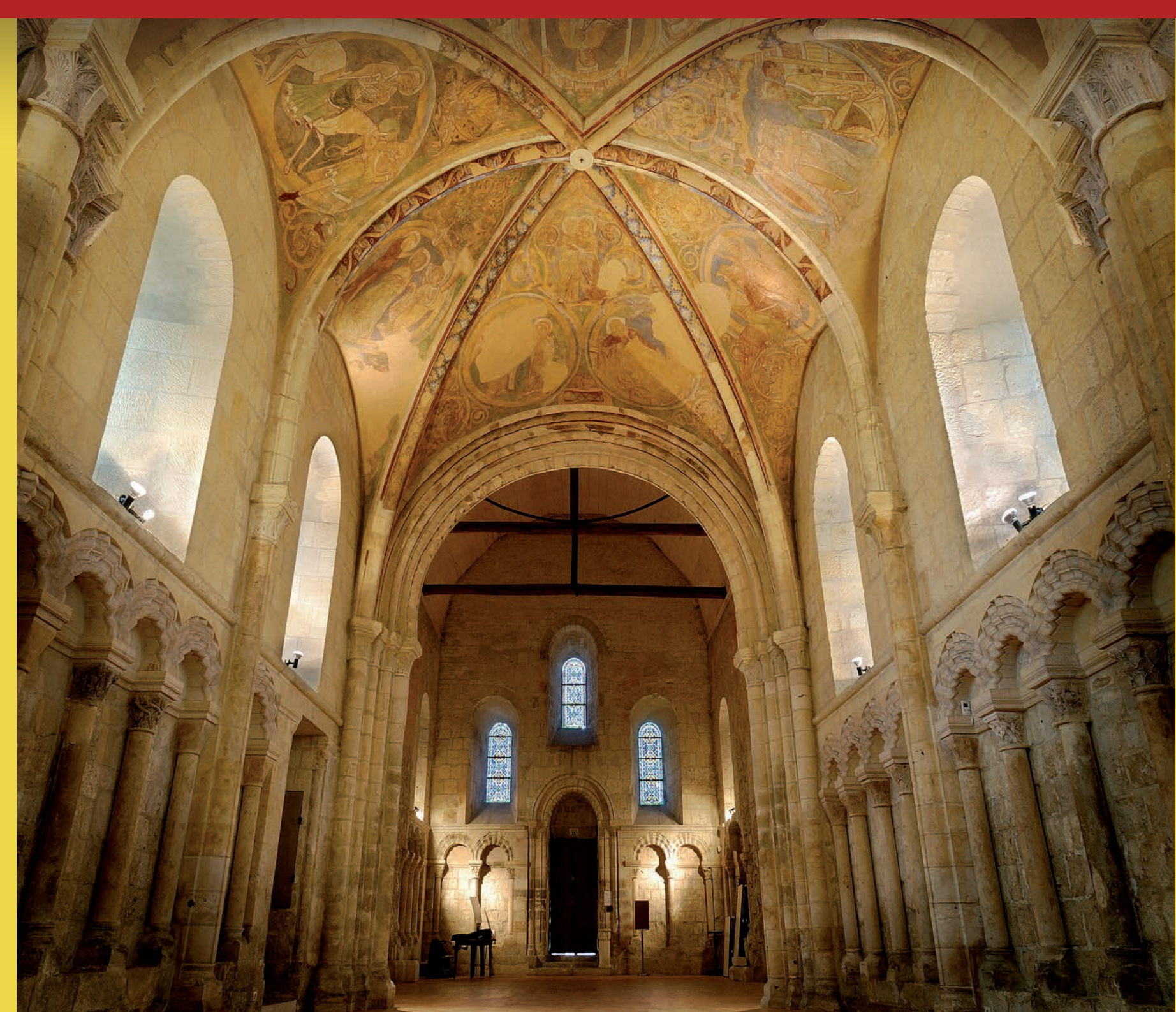
1848 : Interdiction faite aux femmes d'assister aux débats publics

1920 : Assimilation de la contraception à l'avortement qui est considéré comme un crime

1942 : Avortement puni de la peine de mort



# LA SALLE AUX PUELLES : LE BANNISSEMENT DES MALADES DE LA PESTE AU MOYEN-ÂGE.



*Intérieur de la salle aux pucelles*



*La chapelle Saint-Julien au début du XIX<sup>e</sup> siècle*

Signalée en Europe dès les premiers siècles de l'ère chrétienne, la lèpre s'étend à l'ensemble du continent à l'époque des croisades et atteint son pic au XIII<sup>e</sup> siècle. La maladie occasionne des dommages irréversibles aux extrémités du corps et affecte les nerfs, la peau, les yeux, le nez et la gorge pouvant aller jusqu'à la perte des doigts et des oreilles, des ulcérations et un affaiblissement du cadre squelettique.

Afin de limiter sa contagion, les malades qui inspirent crainte et rejet sont relégués dans des bâtiments en périphérie des villes. En 1226, on compte près de 2000 léproseries, maladreries ou ladreries dans lesquelles hommes et femmes sont mélangés. La plupart sont fondées grâce à la largesse de seigneurs locaux qui espèrent ainsi acheter leur place au Paradis. Rouen est pourvue de plusieurs de ses établissements pour accueillir les malades à isoler à vie, sans espoir de guérison. Parmi eux, se trouve la léproserie implantée à Petit-Quevilly depuis peut-être le VIII<sup>e</sup> siècle et qui a la particularité de n'accueillir que des femmes.

Son histoire nous est connue avec plus de précisions à partir de 1183, date à laquelle Henri II Plantagenêt, Roi d'Angleterre et duc de Normandie, donne à cette communauté son manoir implanté dans la forêt du Rouvray. Installées dans des locaux plus confortables et disposant de la chapelle qui va être placée sous le vocable de Saint-Julien, les lépreuses sont organisées sur un modèle conventuel et ne sont constituées que de jeunes femmes issues de la noblesse normande.

De par leur statut, les lépreuses isolées à la maladrerie Saint-Julien, également connue sous le nom de "salle aux pucelles", n'ont pas à se livrer à l'aumône comme les autres lépreux pour assurer leur survie ayant été pourvu d'une rente annuelle par le Roi.

En revanche, c'est à une vie stricte de pénitence à laquelle les malheureuses revêtues de la robe de religieuse doivent se consacrer. Existence sans espoir de guérison ni de retour dans la société dont elles ont été proscrites faisant d'elles de véritables morts vivants. Pour le traitement de la lèpre on ne connaît alors aucun remède efficace. Seule la prière dans la chapelle du manoir permet d'obtenir une consolation spirituelle pour atténuer les affres de l'horrible maladie qui ronge les visages et ruine les corps.

Réservée à la noblesse, la léproserie de Petit-Quevilly ne compte que peu de malades. En 1258, elles ne sont que dix à hanter les lieux. Au XIV<sup>e</sup> siècle, l'épidémie de lèpre recule partout en Europe grâce aux mesures de confinement des malades, à l'amélioration des conditions sanitaires de la population et à la diminution de la contagiosité de la maladie. Après des siècles de mise à l'écart, les malades sont maintenant traités au sein des hôpitaux. La léproserie de Petit-Quevilly est, en novembre 1366, rattachée par le Roi Charles V à l'Hôtel dieu de la Madeleine de Rouen.



*Dessin de lépreux au Moyen-Âge*



*Peinture de la vierge et de l'enfant Jésus à la chapelle Saint-Julien*



*Gisant du roi Henri II Plantagenet*



# L'ENSEIGNEMENT FÉMININ : DE LA PREMIÈRE ÉCOLE AU LYCÉE ELISA LEMONNIER 1772-1993

Considérées depuis des siècles en Occident comme des individus de second rang dans une société dominée par les hommes, les femmes furent longtemps maintenues éloignées de l'École. "Trop dangereux" en effet de leur donner une éducation qui puisse les élever au "premier rang".

C'est à la charité du prêtre Philippe Mesnard que Petit-Quevilly voit en 1772 l'ouverture d'une première école pour filles tenue par une religieuse du nom de Camproger. Les élèves y apprennent à lire, écrire et compter sur fond d'enseignement religieux. L'école fonctionne jusqu'à la Révolution de 1789. La remise en cause du rôle de l'Eglise dans l'enseignement entraîne alors une désorganisation du système scolaire pendant plusieurs années faisant retomber l'éducation des filles entre les mains de leurs parents, à moins de les inscrire dans les écoles rouennaises du faubourg Saint-Sever.



Photo de classe de l'école Delphine-Gay en 1918-1919

En 1834, Petit-Quevilly dispose d'une école communale pour filles de 6 à 12 ans fréquentée par une trentaine d'élèves seulement. Habitant trop loin de celle-ci, plus du double sont obligées de fréquenter les écoles rouennaises ou les cours privés pour jeunes filles de la commune. Le plus important d'entre eux, l'institution Saint-Pierre, succursale du couvent d'Ernemont de Rouen, fonctionne à partir de 1857 et va compter jusqu'à une cinquantaine d'élèves. Mais trop de petites Quevillaises de conditions modestes sont contraintes de rejoindre leurs parents à l'usine au détriment de l'École.

Plusieurs lois en faveur de l'enseignement dont celle de Victor Dury de 1867, vont néanmoins permettre de généraliser celui des filles. En 1878, est ouverte l'école Jeanne d'Arc puis en 1889 Delphine-Gay. En 1890, les filles sont 637 à fréquenter leurs bancs. Avec la croissance démographique de Petit-Quevilly, de nouveaux établissements voient le jour : Eugène-Davey en 1938, Joliot-Curie et Gabrielle-Méret en 1961.



Classe de filles de l'école Delphine-Gay dans les années 1960

Afin de poursuivre l'enseignement des filles au-delà de l'école primaire, l'Éducation nationale ouvre à Petit-Quevilly, à partir de 1943, un établissement d'enseignement technique rue Thiers : Le centre d'apprentissage féminin Le 4 Mâts ancêtre du lycée Jacquard devenu Élisabeth Lemonnier.

La mixité scolaire longtemps perçue comme une source de désordre sexuel contraire à la morale et à un bon apprentissage va mettre des décennies à s'imposer. À Petit-Quevilly, il faut attendre la rentrée de 1967 pour en trouver les premières traductions au lycée Jacquard, 1968 pour que la séparation des élèves dans l'enseignement primaire cesse. Dorénavant, plus d'école de filles ou de garçons.

De même pour les contenus pédagogiques qui deviennent communs aux deux sexes. Fini pour les filles de primaires les cours d'économie familiale comprenant la couture, le tricot, la cuisine, l'hygiène et les tâches ménagères, toutes matières destinées "à se contenter de devenir une future bonne épouse et bonne mère au foyer".



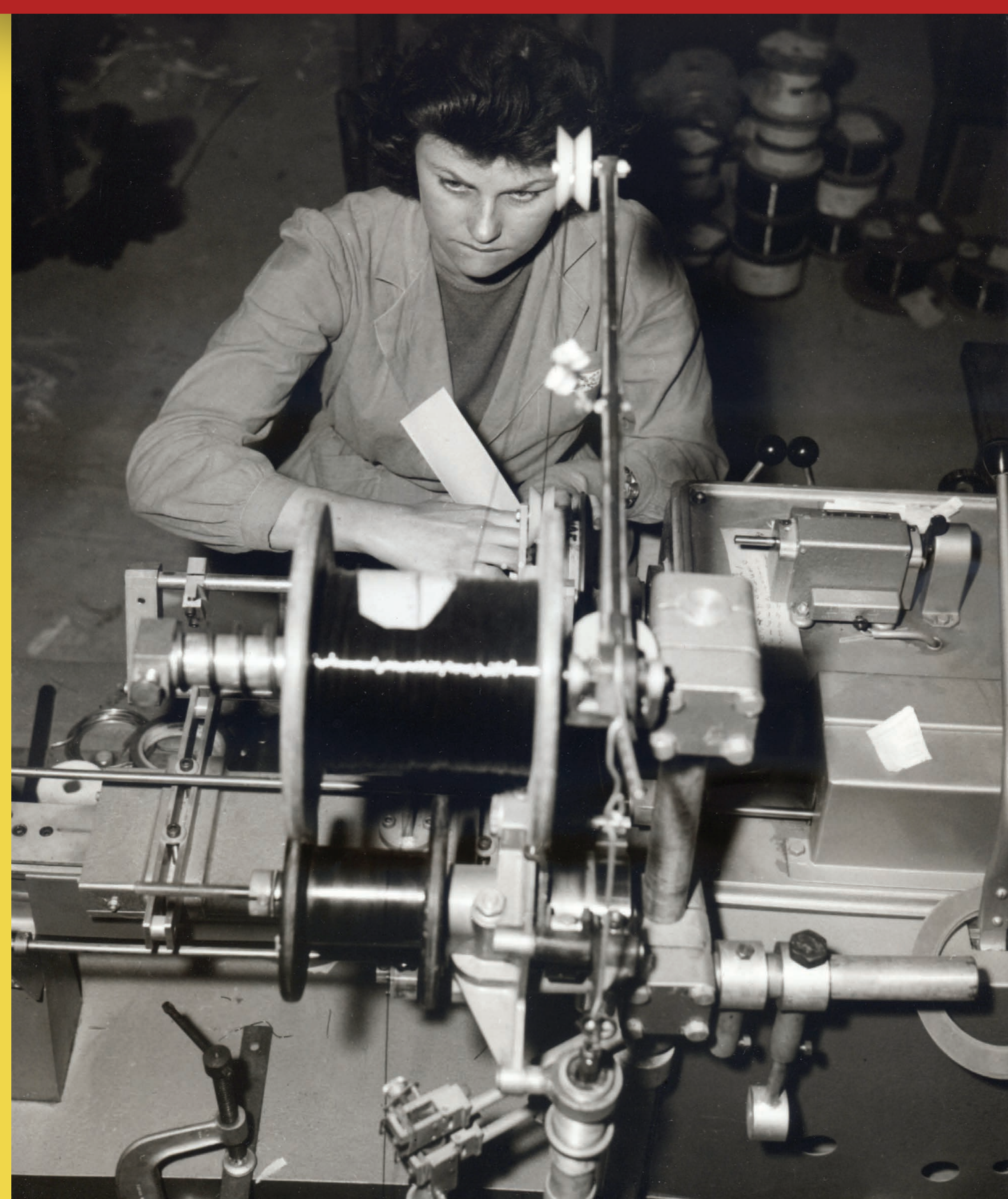
L'enseignement ménager, un incontournable de l'éducation des filles encore dans les années 1960



Les débuts de la mixité dans la cour du collège Ferry à la fin des années 1960.



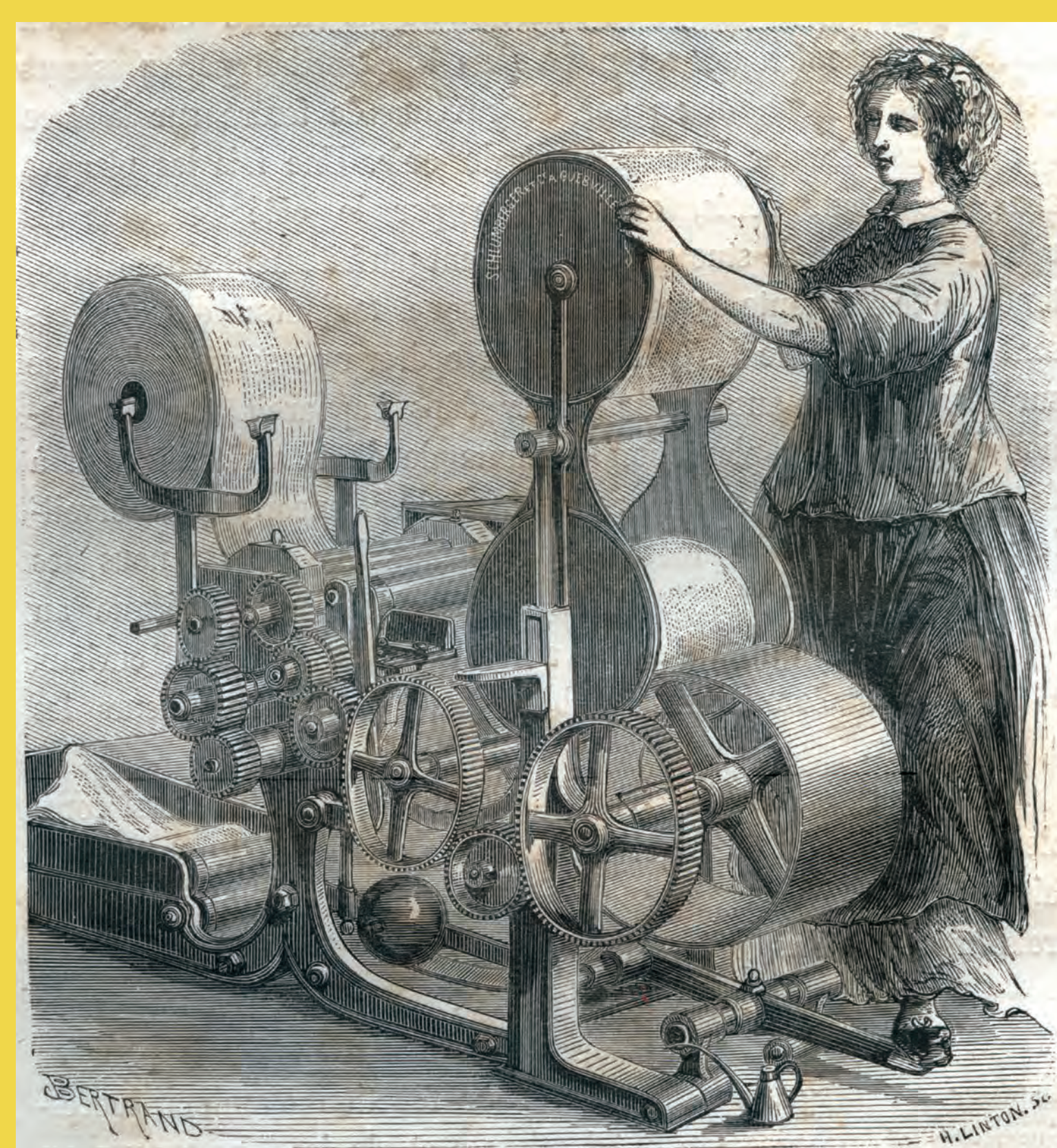
# DES QUEVILLAISES DERRIÈRE DES MACHINES : LE TRAVAIL EN USINE.



*Ouvrière bobineuse à l'usine du Transformateur (années 1950)*

Jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il est difficile de cerner le rôle économique joué par les femmes de Petit-Quevilly, village de 800 âmes vivant, pour l'essentiel, de l'agriculture et de l'artisanat. Les registres paroissiaux laissent pourtant entrevoir quelles peuvent être fileuses ou couturières. Une enquête de 1795 indique même qu'elles sont 93 à filer le coton. Mais la majorité demeure sans état. Cette absence de profession dissimule pourtant des activités bien réelles relevant de l'économie domestique comme la tenue du foyer auxquelles s'ajoutent des travaux effectués à domicile pour le compte de marchands de Rouen. Mais dans la société patriarcale de l'Ancien régime, seul le travail de l'époux a de la valeur.

Avec l'industrialisation de Petit-Quevilly à partir de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les choses commencent à changer. L'apparition des manufactures textiles s'accompagne d'une main d'œuvre en particulier féminine. Elles prennent alors le statut d'ouvrière. Elles sont recrutées en grand nombre par les filatures et tissages, employées comme retordeuses, bambrocheuses, ourdisseuses ou dévideuses



*Ouvrière de l'industrie textile (milieu XIX<sup>e</sup> siècle)*

Sur un effectif de 414 ouvriers, la filature de lin de la Foudre emploie en 1847 136 femmes pour 118 hommes et une majorité de filles sur les 160 enfants présents. Appréciables pour le soin apporté au travail, les femmes ont aussi l'intérêt de pouvoir être légalement payées deux fois moins cher que les hommes soit 1,50 F par jour et 0,85 F pour les filles. Pour leurs collègues masculins, elles sont dès lors jugées comme des concurrentes déloyales sur le marché de l'emploi.



*À chaque sexe sa place*

Majoritaires dans l'industrie textile quevillaise, les femmes le sont également dans toutes les productions qui réclament soin et minutie. C'est le cas pour la confection des mèches et cartouches d'explosif Davey Bickford Watson et cie, des fermetures à glissières de la Fermeture Eclair, des ampoules SIALE, du bobinage électrique dans les ateliers du Transformateur... Mais leur emploi dans ces usines demeure sous-qualifié. Les postes d'encadrement ou ceux nécessitant la formation la plus poussée étant réservés aux hommes à quelques très rares exceptions à l'exemple de Cécile-Marie Vaillant, chimiste à l'usine Malétra au début des années 1920.



*Ouvrières des Fermetures Eclair (années 1960)*

Refusant cette injustice et la docilité dans laquelle on voudrait les maintenir, les femmes vont s'emparer du droit de grève pour réclamer des hausses de salaires, une amélioration de leurs conditions de travail et la reconnaissance de leur légitimité à travailler dans les usines. L'histoire du textile quevillais est ainsi jalonnée, à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de luttes où les femmes sont au premier rang, guidées par d'autres femmes telle Hélène Caudron à l'origine de la fondation du syndicat CGT du textile de Petit-Quevilly en 1936.



*Ouvrières de la Filature la Foudre (1892)*



# A MORT LES ÉTRANGÈRES ! UNE MANIFESTATION DE XÉNOPHOBIE À LA Foudre EN FÉVRIER 1848.



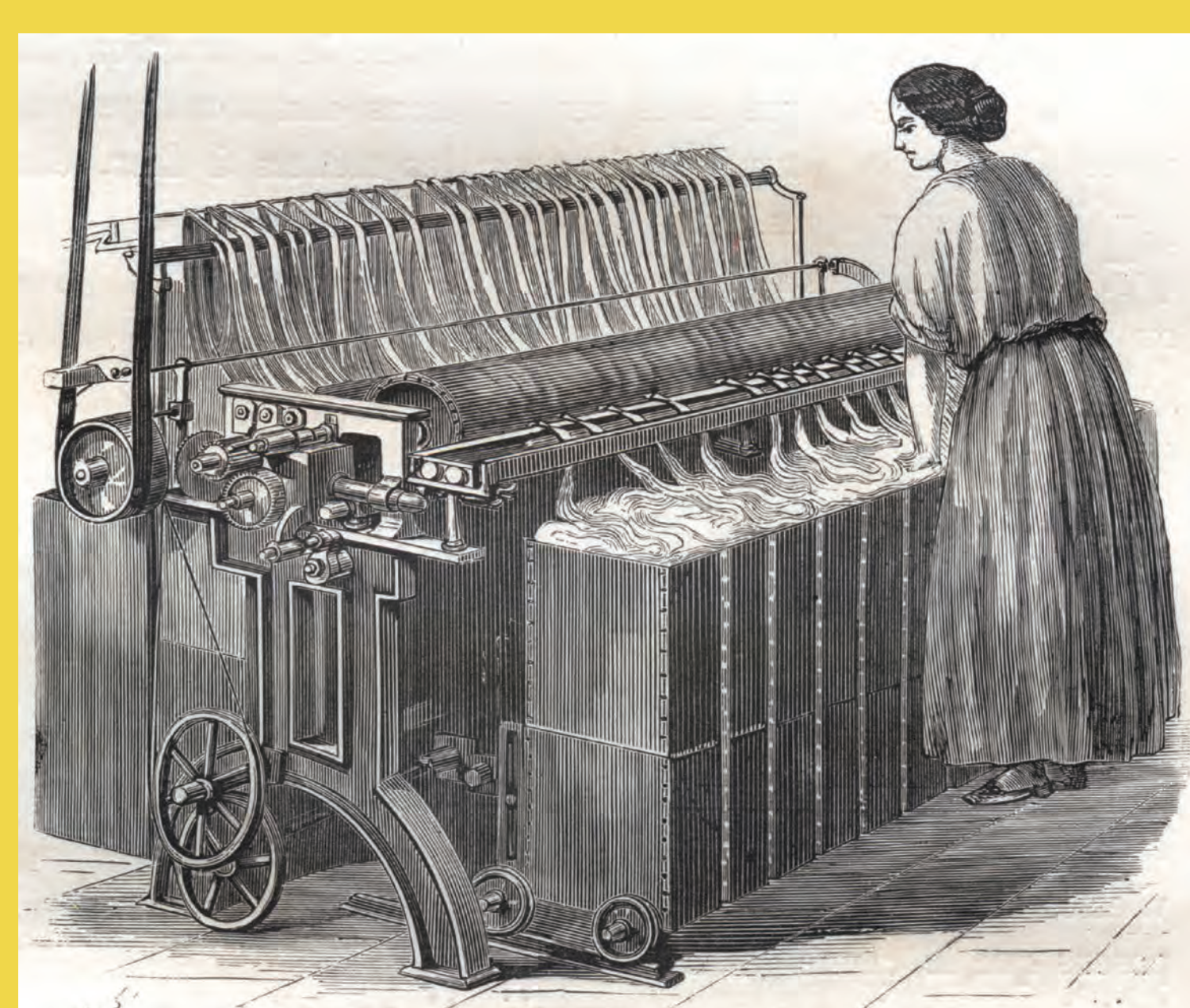
Barricade rue Saint-Julien à Rouen au moment des émeutes ouvrières de février 1848



Pourparlers entre émeutiers et représentants de l'ordre

Ouverte en 1847, la filature de la Foudre est d'abord dédiée au travail du chanvre et du lin. La main d'œuvre locale étant spécialisée dans le coton, on doit recruter du personnel en Irlande et en Écosse, sièges d'une importante industrie linière. Plusieurs dizaines d'irlandaises et écossaises débarquent ainsi à Petit-Quevilly, attirées par des paies plus avantageuses. Âgées d'une vingtaine d'années, elles arrivent le plus souvent seules, contraintes de quitter leur pays où les patrons qui les employaient préfèrent s'en séparer que d'augmenter leurs salaires.

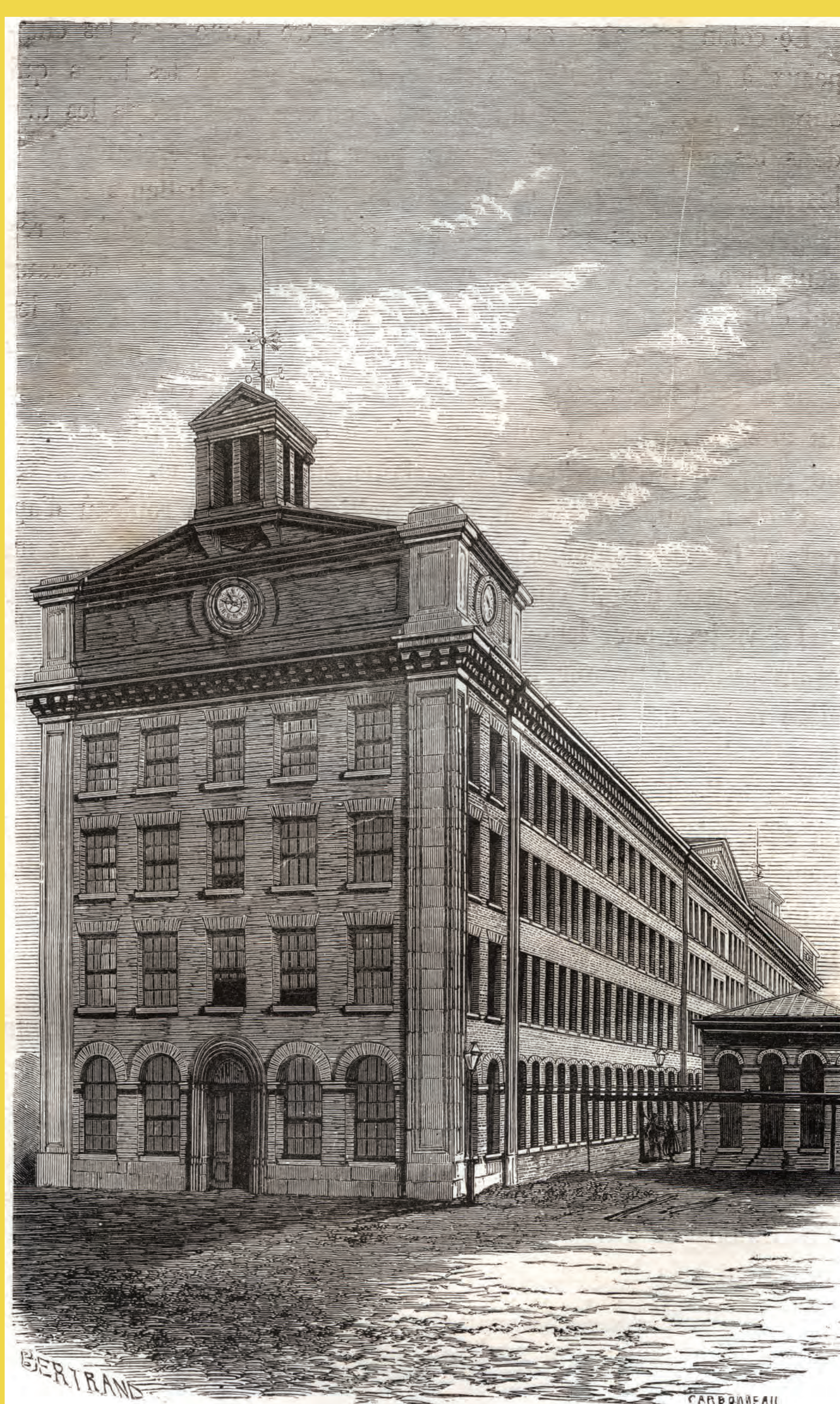
La présence de ces jeunes femmes n'est sans doute pas sans laisser indifférente la gente masculine locale. Plusieurs mariages sont relevés entre les fileuses étrangères de la Foudre et Normands. Mais l'on enregistre également plusieurs naissances hors mariage à partir d'octobre 1848. Enfants non reconnus par leur géniteur, ce qui témoigne de la précarité de la situation de ces jeunes ouvrières.



Ouvrière de l'usine la Foudre

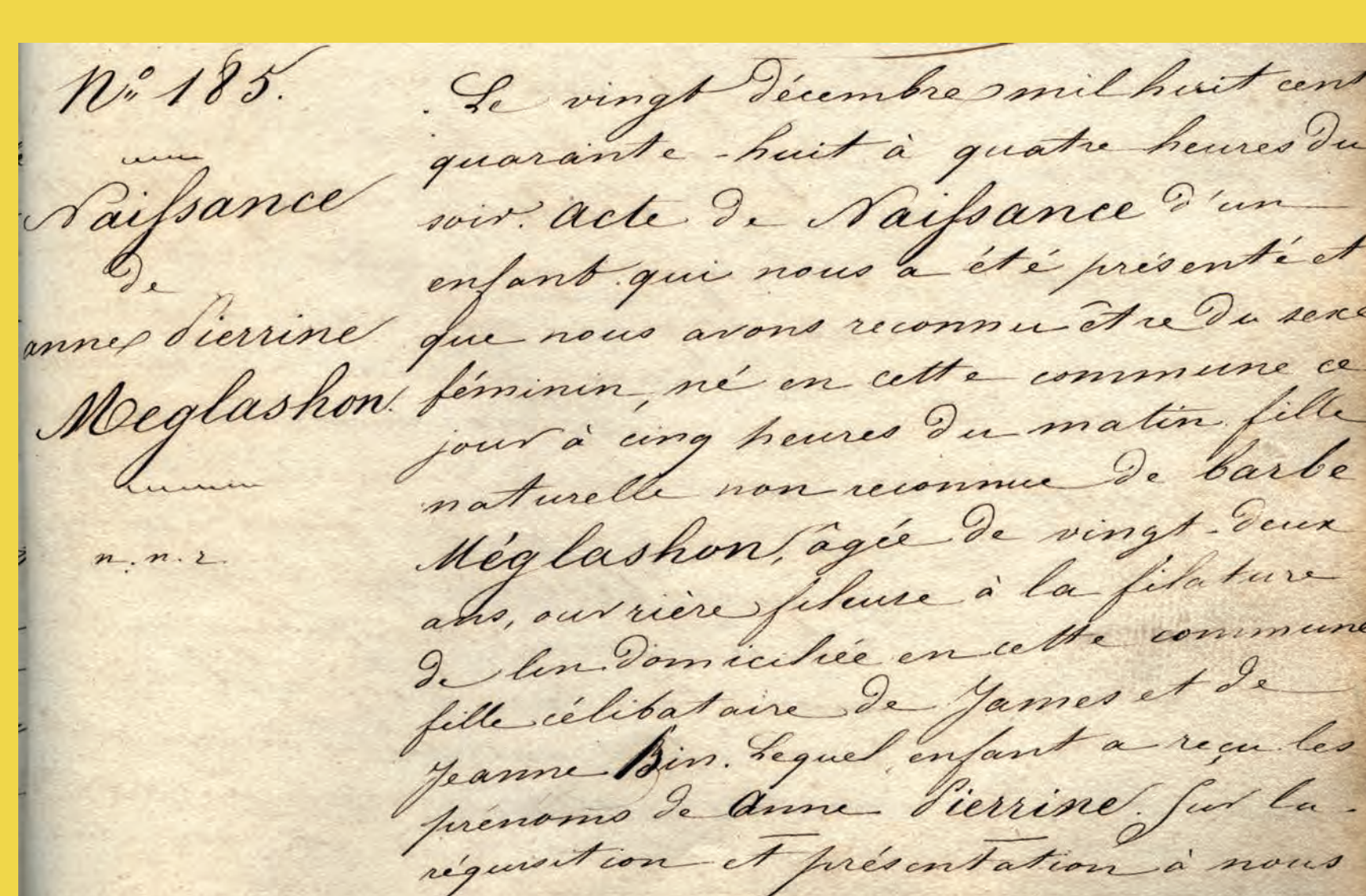
La situation des irlandaises et écossaises que l'on devine fragile, éloignées de leurs pays et de leurs familles, se trouve brutalement aggravée en février 1848 alors que le chômage fait des ravages dans l'agglomération rouennaise. Cette situation engendre notamment des manifestations d'hostilité envers les ouvriers étrangers accusés d'être mieux payés et de prendre le travail des Français. Le 27 février 1848, un rassemblement d'ouvriers en grande partie composé de femmes marche sur la Foudre avec la ferme intention d'y déloger ses ouvrières étrangères. Jets de pierres et insultes prennent pour cible les irlandaises et écossaises qui n'ont la vie sauve qu'en fuyant la filature sous la protection de la Garde Nationale.

Mais la tension est telle que les malheureuses sont contraintes de quitter, dans la précipitation, la France pour gagner l'Angleterre en s'embarquant au Havre et en laissant derrière elles leurs maigres biens parfois même leurs économies. Ce déchainement de violence inouïe contre les ouvrières étrangères de la Foudre s'accompagne d'une seconde réplique le lendemain. Heureusement, l'intervention rapide de la Police et de la direction de l'usine réussit à ramener le calme. Mieux, les ouvriers français promettent de laisser revenir leurs collègues qu'ils ont contribué à chasser la veille et de les protéger en cas de nouvelle flambée xénophobe.



Bâtiment de production de la Filature la Foudre

S'il est difficile de connaître le nombre exact de celles qui vont oser revenir à Petit-Quevilly, mariages et naissances enregistrés à partir de l'été 1848 jusqu'en 1850 témoignent pourtant d'un retour effectif d'ouvrières irlandaises et écossaises à la Foudre.



Acte de naissance (20 décembre 1848) de la fille d'une des ouvrières venue d'Outre-Manche travailler à la Foudre



# DES SŒURS AU SERVICE DES PLUS FRAGILES DE LA CITÉ 1868-2008



*Une sœur franciscaine au contact d'une famille quevillaise (années 1920)*

L'essor industriel de la France au XIX<sup>e</sup> siècle s'accompagne de l'émergence de problèmes sociaux auxquels l'Église catholique entend répondre. L'émergence du Catholicisme social après 1860 se traduit par la fondation de congrégations religieuses destinées à venir en aide, sur le plan spirituel et matériel, aux ouvriers et leurs familles confrontés à la misère. Petit-Quevilly, la ville aux "100 cheminées" voit s'implanter en 1868, sur l'initiative d'Émile Malétra, maire et industriel de la commune, une première congrégation des Filles de la charité de Saint-Vincent de Paul dont la mission est de soigner les malades de l'hôpital Saint-Julien qui vient d'ouvrir.

En 1893, des sœurs franciscaines servantes de Marie arrivent à leur tour. La communauté composée de sept religieuses en 1901 soutient les plus démunis de la commune en assurant la distribution de nourriture grâce aux subventions versées par des industriels quevillais. En 1922, les sœurs s'installent dans une maison plus spacieuse rue Victor-Hugo ce qui permet d'accroître leur champ d'intervention.

Outre l'aide alimentaire, les sœurs s'investissent dans l'assistance aux personnes âgées, les soins médicaux par l'ouverture d'un dispensaire ou la prise en charge des alcooliques. Leur travail social s'étend également à l'éducation des jeunes filles, à l'offre de cours d'alphabétisation, et durant les vacances scolaires et jours de repos à l'accueil des enfants de moins de 5 ans dans le parc de leur maison transformé en patronage. Parallèlement à leur engagement social, les sœurs assurent des cours de catéchisme aux enfants du quartier.

Actrices majeures de l'aide sociale à Petit-Quevilly, leurs missions se réduisent peu à peu à partir des années 1970 alors que se renforce le rôle de la commune dans le domaine de l'action sociale et de l'encadrement de la jeunesse. Dans le même temps, les sœurs qui ne seront jamais plus de dix, sont confrontées à un problème de vocation qui se traduit par la difficulté à trouver de nouvelles recrues. Les sœurs devenues trop âgées quittent Petit-Quevilly en 2008.



*La chapelle de la communauté des Sœurs franciscaines rue Victor-Hugo.*

Une troisième communauté issue des Petites sœurs de l'Assomption s'installe en 1948, dans les locaux de l'ancienne Chartreuse Saint-Julien. La dizaine de religieuses endosse alors le rôle d'infirmières, de travailleuses familiales, d'assistantes sociales, d'aides ménagères pour les personnes âgées afin de rompre la solitude et l'isolement des plus précaires.

Dans un second temps, les sœurs déménagent rue Kennedy dans les cités d'urgence qui ont vu le jour afin d'être au plus près des besoins de la population des déplacés et des exclus. Avec le démantèlement de celles-ci, les sœurs emménagent en HLM rue Gaston-Donette afin de poursuivre leur mission d'aide. Réduite à deux membres, la communauté des Petites Sœurs de l'Assomption quitte Petit-Quevilly en 1996.



*Une des missions des Sœurs : les soins aux plus démunis*



# MAX DU VEUZIT : LA PAPERASSE DU ROMAN À L'EAU DE ROSE



Roman *Vers l'unique* publié en 1933.

S'il est des femmes écrivains dont on aime citer les noms telles Colette ou Marguerite Duras, en revanche, il en est d'autres qui sont évoqués avec plus de gêne : les autrices de romans dits de gare ou à l'eau de rose. Parmi la poignée d'écrivains français qui firent les belles heures de cette "sous littérature" du début des années 1900 aux années 1980 figure Max Du Veuzit. De son vrai nom Alphonsine Zéphirine Vavasseur, la créatrice de "l'inoubliable" *John chauffeur russe*, naît à Petit-Quevilly le 29 octobre 1876, 14 rue Huet (actuelle rue Aubergier). L'enfant naturelle non reconnue par sa mère couturière âgée de 19 ans, arrive au sein de la famille Rivet, dont les nombreux membres, sont tous ouvriers de fabrique. Le père d'Alphonsine, Alfred Séphirin Vavasseur est lui marchand de toiles à Rouen. Alphonsine, passe ses premières années avec sa mère chez ses grands-parents au milieu de ses cousins, oncles et tantes.

Sa mère qui l'a reconnue en 1879, se marie en 1882 avec un membre de la noblesse locale Marie Deschamps de Boishebert. La petite fille est alors confiée aux sœurs du couvent Saint-Joseph à Rouen. Dès son plus jeune âge, elle montre des dispositions à l'écriture et à inventer des histoires. Sa vocation est née, elle sera écrivain. En 1896, elle rencontre Auguste Godefroy, directeur d'un journal au Havre, où s'est installée sa mère, qui lui propose de publier ses premiers contes. Deux ans plus tard, elle se marie avec François Simonet, cheminot. L'encourageant dans l'écriture, il lui conseille de prendre un nom de plume masculin peut-être plus facile pour s'imposer dans le monde littéraire. Son choix se porte sur Max du Veuzit.



Seul portrait connu de Max Du Veuzit sans doute dans les années 1890-1900

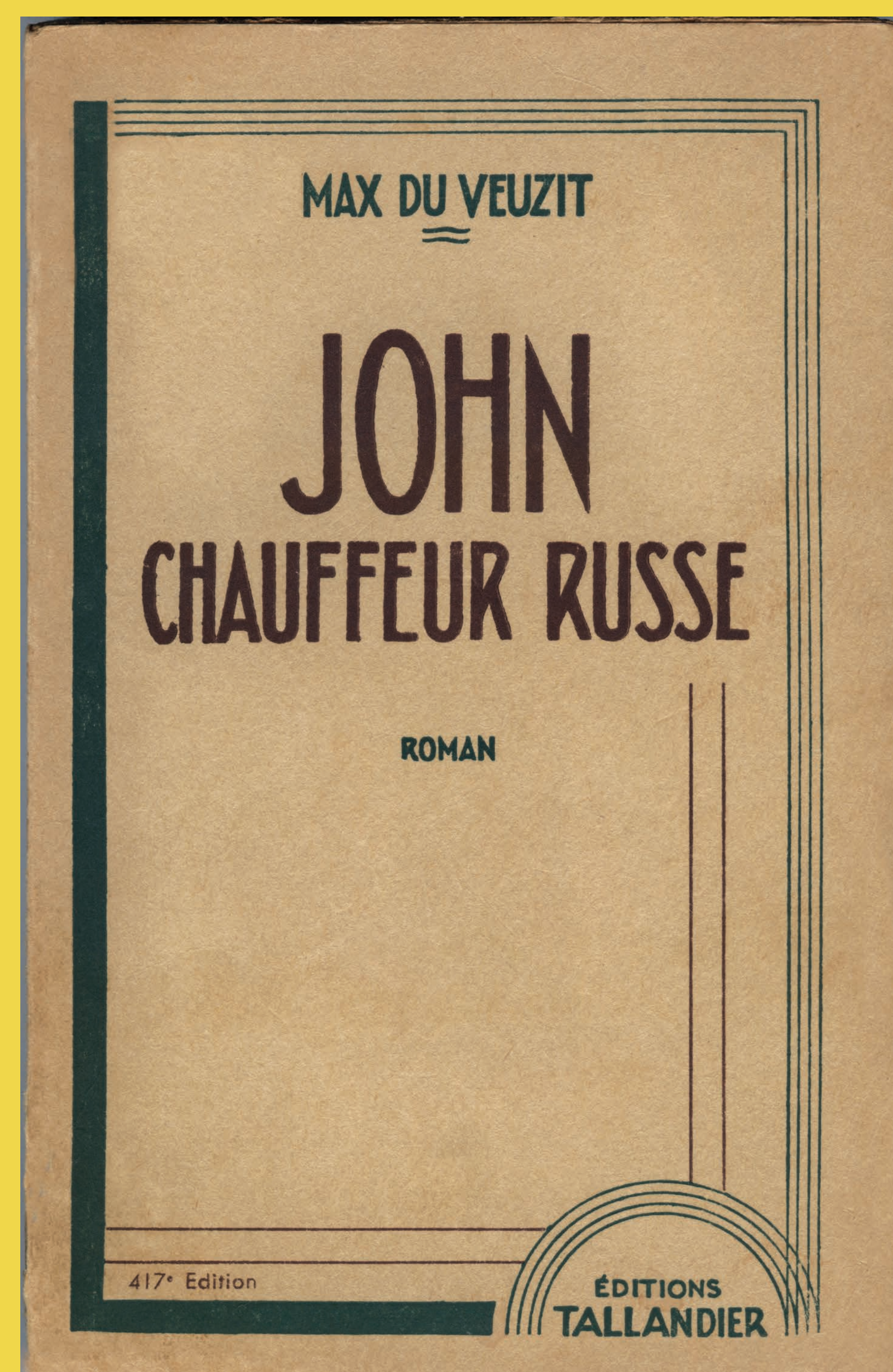


Le roman *L'automate* dans une réédition de 1982

Pour débiter, elle écrit des histoires de destins brisés par la vie très à la mode dans les années 1900. Ces textes sont publiés dans de nombreux journaux normands lui permettant de se faire connaître. Dans le même temps, elle écrit ses premières pièces de théâtre toujours dans la même veine. En 1909, elle est élue au sein de la Société des Gens de Lettres, ce qui lui ouvre de nouvelles portes.

Critique littéraire, autrice de pièces de théâtre et de romans d'amours,... Max du Veuzit conquiert en quelques années le cœur de millions de femmes auxquelles elle s'adresse. Adulée du public féminin populaire dont une grande partie pense qu'elle est un homme, elle est regardée avec dédain par une partie du monde littéraire français.

Durant sa carrière, Max du Veuzit publie une cinquantaine de romans vendus à plusieurs millions d'exemplaires mais également diffusés en feuilletons dans un grand nombre de journaux français et étrangers. L'écrivain à succès décède à Bois-Colombes le 15 avril 1952 continuant d'être régulièrement réédité jusque dans les années 1980.



Couverture de l'une des meilleures ventes de Du Veuzit



# LES MOBILISÉES DE L'ARRIÈRE : LES QUEVILLAISES DURANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE



*Hommes au front, femmes aux champs durant la Première guerre mondiale*

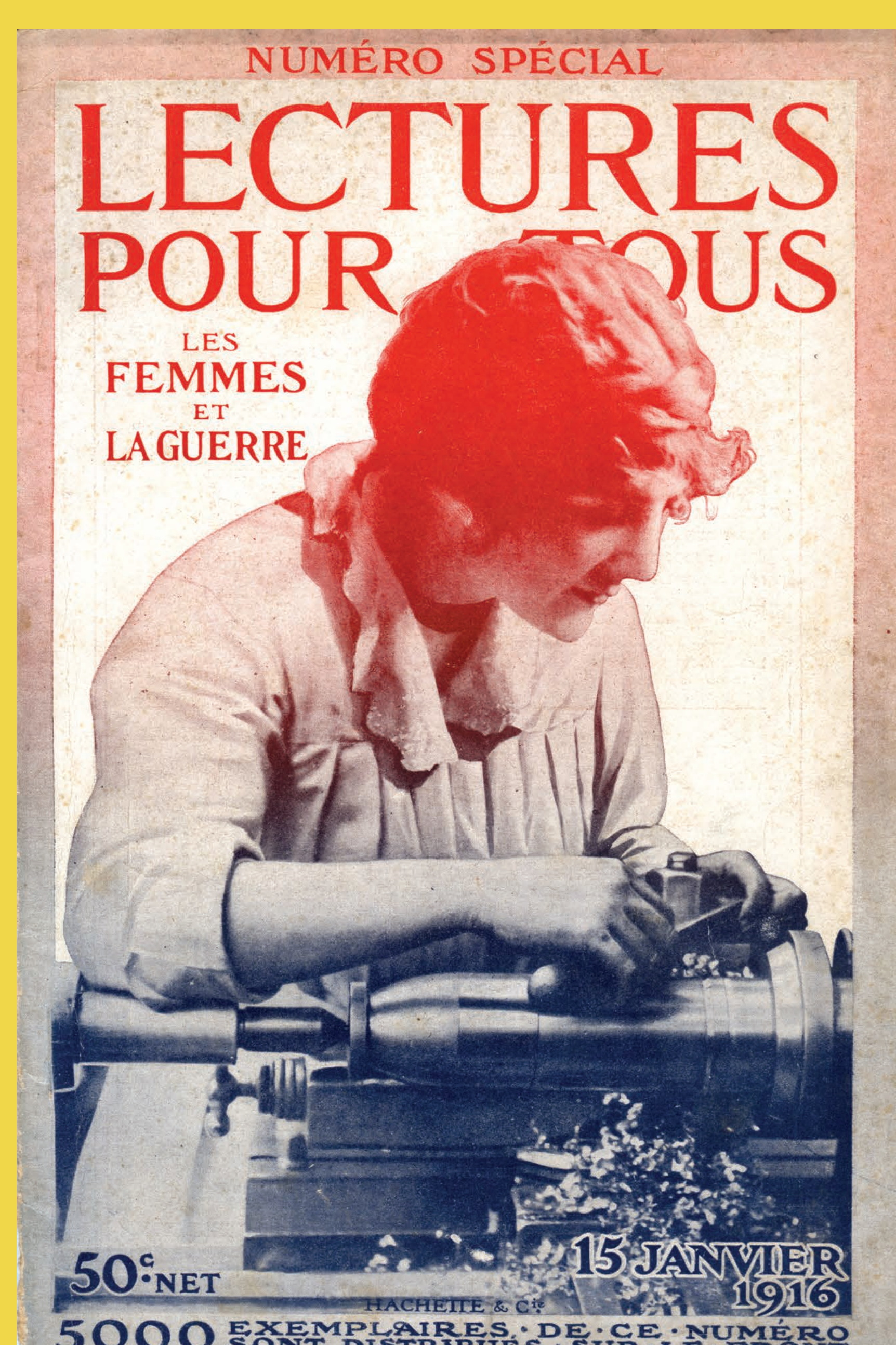
Lorsqu'en août 1914, les Quevillais sont mobilisés pour partir se battre, ils laissent derrière eux leurs épouses. Elles doivent dorénavant s'occuper du foyer et des enfants tout en subvenant à leurs besoins matériels même si des allocations sont rapidement mises en place pour les épouses de mobilisés. Toutefois, de nombreuses Quevillaises sont contraintes de travailler pour compenser la baisse de pouvoir d'achat et prennent ainsi "la place" de leurs maris à l'usine ou aux champs. Par leur présence dans les établissements textiles, chimiques ou métallurgiques travaillant pour l'Armée, les femmes deviennent ainsi indispensables au soutien de l'effort de guerre.

Portant l'arrière à bout de bras du point de vue économique et social, les Quevillaises doivent également soutenir le moral des hommes partis se battre, blessés ou fait prisonniers. Par milliers sont les lettres qui partent chaque jour de Petit-Quevilly accompagnées de colis d'habits chauds qu'il a fallu tricoter ou de ravitaillement.

Mais le rationnement des produits de première nécessité et le renchérissement du coût de la vie, poussent les Quevillaises comme un grand nombre de françaises à protester et à faire grève en mai et juin 1917. Le mouvement des "midinettes", comme on surnomme les grévistes, est particulièrement bien suivi dans l'agglomération rouennaise où elles réclament une réduction du temps de travail afin d'avoir plus de temps libre pour faire face à toutes les tâches quotidiennes qu'elles ont à assumer et un relèvement des salaires pour compenser la forte augmentation du coût de la vie. Si elles n'obtiennent pas satisfaction sur la question du temps de travail, au moins voient-elles leurs salaires relevés.

Avec la fin des hostilités et le retour de leurs hommes, les Quevillaises peuvent souffler un peu. Toutefois, la guerre a fait à Petit-Quevilly un grand nombre de veuves, notamment de jeunes veuves. Le célibat étant socialement mal accepté et économiquement difficile à vivre, beaucoup de ces femmes seules doivent rapidement se remarier. Alors que l'on ne comptait qu'une moyenne de 140 à 150 mariages par an avant-guerre, le chiffre s'envole à 321 mariages en 1919 et 397 en 1920. De même pour le nombre des divorces qui connaît une forte croissance dans ces années d'après-guerre.

Pour les Quevillaises, la Première guerre mondiale aura incontestablement contribué à de nombreuses avancées sociales : légitimité de leur place au travail, amélioration des conditions de travail, plus grande autonomie... Mais le pouvoir patriarcal un temps ébranlé n'aura de cesse, dans l'après-guerre, de vouloir reprendre droits et avancés obtenus par les femmes afin de les remettre "à leur place au foyer".



*Le remplacement des hommes par les femmes dans les usines durant le conflit.*



# LE SPORT AU FÉMININ : UNE PRATIQUE SANS RÉSERVE.



*L'équipe féminine de l'USQ en 1924*

Apparu dans sa forme moderne au XIX<sup>e</sup> siècle, le sport devait longtemps maintenir écartées les femmes de sa pratique. Comme souvent lorsqu'il s'agit de justifier une mise à l'écart des représentantes du sexe dit "faible", quantité de raisons pseudo-scientifiques sont convoquées : risque de chute de l'utérus du fait de mouvements saccadés, pousse des poils sur la poitrine... Pour ces "êtres fragiles", on ne consent à leur laisser pratiquer qu'une activité sportive modérée comme la marche, le saut à la corde, les jeux de raquette et la pratique gymnique où elles excellent par la grâce et leur souplesse.

Après le premier conflit mondial, s'ouvre une nouvelle ère pour la pratique du sport au féminin rendue possible par une évolution de la place de la femme dans la société française. Elle se traduit par la création d'associations sportives placées sous l'égide de la Fédération des sociétés féminines sportives de France fondée en 1918. Celle-ci s'est donnée pour objectif de stimuler le développement de la pratique sportive chez les femmes dans des sports qui leur furent longtemps déconseillés comme le football, la natation, l'athlétisme ou le basket-ball, par l'organisation de compétitions dont elles étaient tenues éloignées.

À Petit-Quevilly, riche d'une pratique sportive masculine déjà ancienne, les dirigeants de l'USQ, avec à leur tête Amable Lozai, décident en 1921 d'ouvrir les portes du club aux femmes qui vont pouvoir pratiquer le cross-country et le football. Le sport étant vu comme un facteur d'émancipation, les Quevillaises répondent présentes et se lancent rapidement dans les compétitions organisées sur le plan régional mais également national où elles s'illustrent par de beaux succès.

En 1941, l'USQ renforce la place des femmes en son sein en créant une section de basket-ball. Peut-être faut-il y voir l'influence de



*Équipe de hand-ball féminin au début des années 1970*

Micheline Lozai, l'épouse du président du club qui depuis toujours s'investit auprès des joueurs du club. En 1959, au décès d'Amable Lozai, c'est elle qui prend naturellement la présidence de celui-ci ce qui demeure sans doute une première en France à cette date. Micheline Lozai occupe le poste jusqu'à son décès en 1971.



*Micheline Lozai à la sortie du stade Lozai*

Le sport au féminin étant entré dans les mœurs comme vecteur d'émancipation, celui-ci ne va cesser de se développer au lendemain de la Seconde guerre mondiale s'étendant à de nouvelles disciplines au sein des clubs quevillais de hand-ball, tennis de table, roller... , terreaux fertiles d'où vont émerger plusieurs athlètes de haut niveau à l'image de la footballeuse Viviane Asseyi qui a fait tout son apprentissage à l'USQ avant d'intégrer l'élite du football français et de participer à la coupe du monde de football féminin de 2019.



*La jeune footballeuse Viviane Asseyi (gauche) usant ses premiers crampons au sein de l'USQ*



# DE LA PREMIÈRE CONSEILLÈRE MUNICIPALE À LA PREMIÈRE MAIRE : LA LONGUE MARCHÉ VERS LE POUVOIR 1941-2019



*Le Conseil municipal de Petit-Quevilly à la mixité parfaite élu en 2020*

Durant tout le Moyen-Âge et l'Ancien régime, les Quevillaises n'ont pas la parole dans l'administration du village de Petit-Quevilly. Affaire trop sérieuse pour être confiée à celles que la Loi et la Société définissent comme "immature" leur déniaient de fait le droit de siéger ou même de désigner des représentants au sein des assemblées. La Révolution et son ambition d'égalité ne change rien à cet état. Le Code civil français promulgué en 1804, non plus, qui déclare la femme juridiquement incapable, condamnée à demeurer à vie sous l'autorité de son père puis celle de son mari. Mais aux siècles de soumission fait place, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ère des revendications et des premières avancées pour les femmes.

La lutte pour la conquête des droits civiques n'est pas le combat le plus facile à mener. Il faut attendre la seconde moitié des années 1930 pour que des femmes commencent à faire en France une entrée dans quelques conseils municipaux.

L'arrêté du préfet de Seine-Inférieure du 15 mai 1941 fait de Marie Thérèse Echalié, sage-femme de 32 ans, la première femme à intégrer le conseil municipal de Petit-Quevilly. Poste qu'elle occupe avec assiduité jusqu'à la Libération en siégeant dans les commissions d'assistances et d'œuvres sociales. Le conseil municipal provisoire qui est mis en place en octobre 1944 ouvre à son tour ses portes à trois femmes. Le droit de vote et d'éligibilité donné par l'ordonnance du Gouvernement de la France Libre du 21 avril 1944 trouve sa première application lors des élections municipales du 29 avril 1945. À Petit-Quevilly, six quevillaises sont présentes sur les listes des candidats et quatre, représentantes de la Résistance, sont élues pour la première fois conseillères municipales :

Jeanne Lepage, Odette Scheid, Renée Adnet, Odette Gentil. Durant les trois décennies qui suivent, le nombre d'élues augmente mais sans jamais dépasser le tiers des effectifs des conseillers jusque dans les années 1990. En 2000, il y a l'obligation de présenter un nombre égal de femmes et d'hommes lors des scrutins. En 2001, on compte 16 conseillères municipales sur un total de 35 conseillers.

La même tendance est observée avec les postes d'adjointes au maire. Élues à partir de 1947, les femmes vont longtemps rester minoritaires et cantonnées aux fonctions touchant le social. Il faut attendre la loi du 17 mai 2013 et l'instauration d'une alternance stricte femmes/hommes pour que la parité devienne effective à Petit-Quevilly.

C'est en 2019 que Charlotte Goujon occupe le fauteuil de premier magistrat de la Ville, en remplacement de Frédéric Sanchez démissionnaire. L'année suivante, celle-ci sera la première femme à se présenter comme tête de liste aux élections municipales et à être élue mettant un terme à 1 000 ans de patriarcat dans une commune où les femmes ont souvent été numériquement plus nombreuses que les hommes.



*Charlotte Goujon  
première maire élue de  
l'histoire de Petit-Quevilly*

*Brochure éditée à l'occasion de la  
première participation des femmes  
aux élections de 1945*





# LES POSTIÈRES AFRO-AMÉRICAINES DE LA CASERNE TALLANDIER EN 1945



La soldate Ruth L. James au contrôle à l'entrée de la caserne Tallandier lors de la journée porte ouverte du 26 mai 1945.

Pendant la Seconde guerre mondiale, les États-Unis pour faire face au manque de soldats constituent, à partir de 1943, des unités non-combattantes de femmes (WACS : Women's Army Corps). Celles-ci sont employées comme secrétaires, standardistes, mais également conductrices de camions ou mécaniciennes.

Parmi ces unités, le 6888<sup>th</sup> Control Postal Battalion composé de postières est organisé pour assurer le bon acheminement des courriers et colis aux soldats américains engagés sur le théâtre européen des opérations. La double particularité de ce régiment fort de 855 femmes est d'être entièrement composé d'afro-américaines et d'être la première unité de WACS de couleur à être engagée en dehors des États-Unis.

D'abord envoyé en mars 1945 à Birmingham en Angleterre pour trier les millions de lettres et colis en déshérence, le régiment, placé sous l'autorité de la majore de 26 ans Charity Adams, suit l'avancée des troupes et s'installe à Petit-Quevilly le 20 mai 1945. C'est dans les bâtiments de l'ancienne usine la Foudre, convertie en caserne Tallandier, que l'unité de postières aménage son cantonnement.

Avec ses vastes espaces de vie et de travail, l'endroit est idéal pour réaliser les opérations de tri des plis et colis à expédier à leurs destinataires avec l'aide de civils et de prisonniers de guerre allemands.

Durant leur séjour à Petit-Quevilly, les postières du "Six Triple Eight" dont la devise est "Pas de courrier, moral bas" traitent 6 millions de lettres et colis par mois à raison de 8 heures de travail par jour, 24h/24 et 7j/7.

La présence de ces "coloured women", comme titre pudiquement le Journal de Rouen, ne passe pas inaperçue auprès des Quevillais. Celles-ci organisent d'ailleurs une journée portes ouvertes de la caserne le 26 mai 1945 et vont défiler dans les rues de Rouen le 27 mai lors des Fêtes Jeanne-d'Arc. Mais cette présence attire également l'attention de milliers de soldats américains stationnés dans la région, ce qui nécessite de renforcer les mesures de sécurité de la caserne pour protéger les postières de l'intérêt porté par leurs compatriotes masculins.

Le 8 novembre 1945, le régiment quitte Petit-Quevilly direction Paris afin de poursuivre sa mission. Les "Six Triple Eight" ne rentrent qu'en mars 1946 aux États-Unis, pays alors ségrégationniste, ayant fait la preuve qu'une femme, qui plus est noire, pouvait aussi bien servir son pays qu'un homme blanc.

Le séjour du 6888<sup>th</sup> en Europe fait aujourd'hui partie des grands épisodes de l'histoire de la conquête des droits civiques des noires-américaines.



Opérations de tri des lettres et colis par les postières du 6888<sup>th</sup> Control Postal Battalion à la caserne Tallandier



# TU N'ACCOUCHERAS PLUS DANS LA DOULEUR ! L'EXPÉRIENCE DE LA CLINIQUE DES ALLIÉS 1957-1971



Façade de la maternité avenue des Alliés



La salle d'accouchement médicalisée



Chambre pour la mère et l'enfant

Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les Quevillaises mettent au monde leurs enfants à domicile comme la plupart des Françaises. Dans ce douloureux travail, elles sont assistées de matrones ou de sages-femmes dont le savoir et l'expérience permettent de limiter les risques surtout lors des accouchements difficiles. Cependant, dès les années 1920, des médecins de Petit-Quevilly songent à ouvrir dans le parc des Chartreux un lieu médicalisé permettant d'accoucher dans les meilleures conditions sanitaires possibles.

C'est dans la seconde moitié des années 1950 qu'une maternité voit enfin le jour. L'initiative en revient aux deux jeunes gynécologues accoucheurs Bernard Lawday (1925-2014) et Jean-Claude Huret (1928-2015). Les deux médecins souhaitent mettre en place une maison d'accouchement équipée d'installation chirurgicales pour les mises au monde difficiles. Cette nouvelle maternité est particulièrement destinée à l'application de la méthode psychoprophylactique d'accouchement "sans douleur" importée d'URSS en 1952 par le médecin Fernand Lamaze. Pour les femmes, c'est l'espoir de pouvoir mettre enfin un terme à la vieille malédiction biblique "Tu accoucheras dans la douleur".

En 1956, Lawday et Huret acquièrent une maison bourgeoise située 167 bis avenue des Alliés à Petit-Quevilly. Débutée en 1941, la construction de la bâtisse a été interrompue à cause de la guerre. L'état d'inachèvement du bâtiment permet d'y aménager facilement, sur deux niveaux, les différents espaces nécessaires au fonctionnement de la clinique. Le rez-de-chaussée est doté d'un bloc opératoire, d'une salle d'accouchement, de quatre chambres pour l'accueil des mères, d'une biberonnerie et d'une salle de garde. A l'étage, huit chambres sont aménagées.

L'ouverture de l'établissement, d'une capacité d'accueil de douze mères, est autorisée par arrêté préfectoral en date du 10 juillet 1957. Cependant, dès le 8 juillet Annick Lescoat est la première enfant à y être mis au monde. En quelques années, la clinique des Alliés s'impose comme l'une des principales maternités pour les habitantes des communes de la rive gauche de la Seine attirées par la perspective d'accoucher sans douleur. Pour faire face à la demande, une seconde salle d'accouchement doit être mise en place dès 1960 au premier étage du bâtiment.

Plus de 8000 bébés voient ainsi le jour jusqu'en 1971. Mais l'année suivante, l'établissement est contraint de cesser son activité ne répondant plus aux normes sanitaires en vigueur. Chrystelle Leroy est ainsi la dernière enfant à naître dans la clinique quevillaise le 28 septembre 1971.

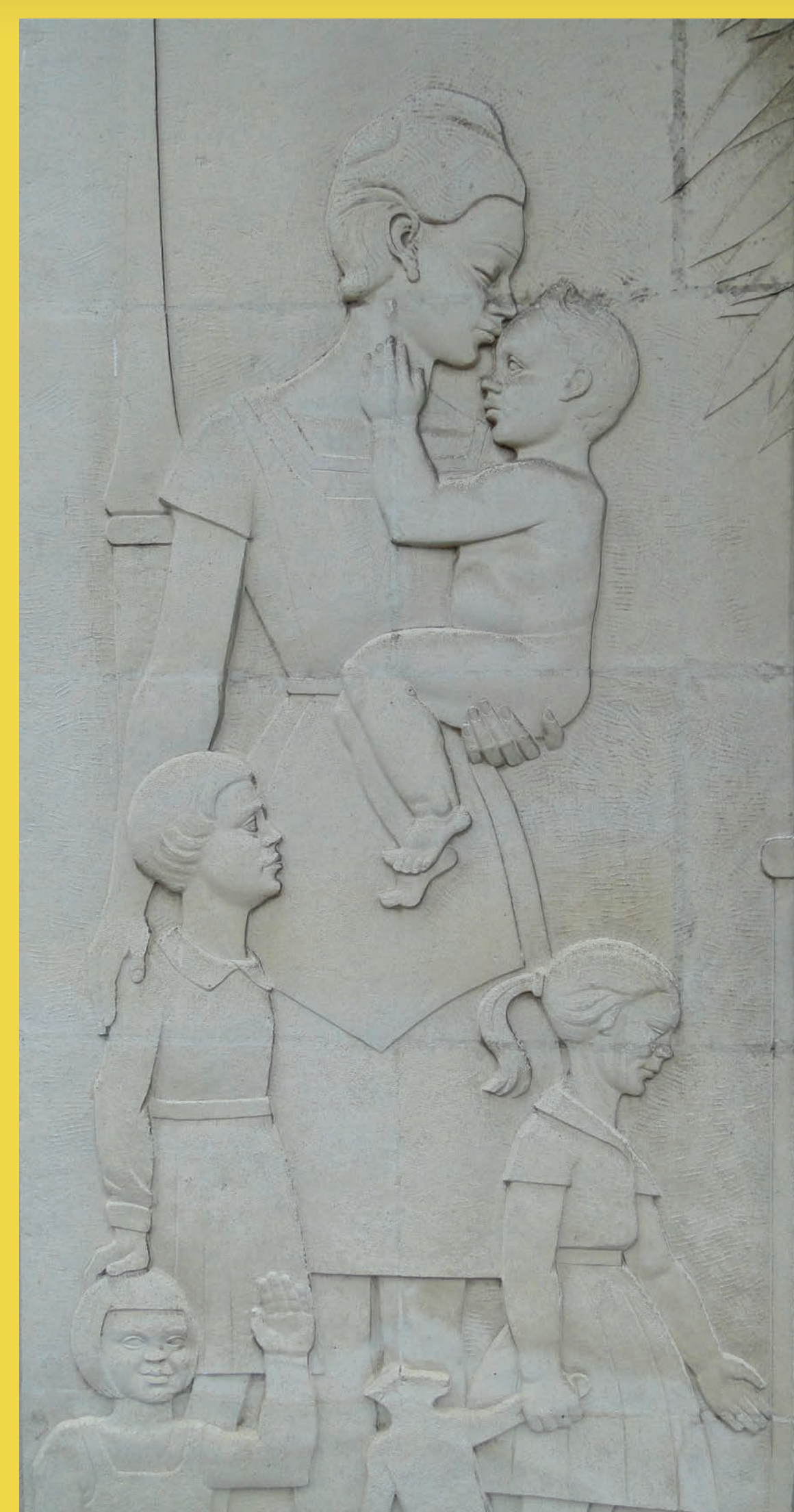
Désaffectée, la clinique des Alliés, symbole d'avancée pour les femmes sur le plan médical, est reprise en 1974 par le Comité d'Action et de Promotion Sociales.



Une des infirmières employée à la clinique des Alliés



# LA VISION DE LA FEMME AU DÉBUT DES ANNÉES 1960 DANS L'ŒUVRE DE ROBERT DELANDRE



*L'image de la mère entourée de ses enfants*



*Une hôtesse de l'air, une assistante sociale et une infirmière*



*Laborantine derrière son microscope*

Compte-tenu de l'augmentation du nombre d'enfants enregistrée depuis le début des années 1950, la Ville de Petit-Quevilly décide la construction d'un nouveau groupe scolaire portant le nom de Joliot-Curie. L'enseignement n'étant pas encore mixte, le bâtiment est composé d'une école de garçons et d'une école de filles. Conçus par l'architecte de la Ville Pierre Rivard, les bâtiments doivent sortir de terre rue Porte de Diane. La décoration de l'école financée par le 1% artistique est confiée au sculpteur Robert Delandre assisté de Henri Le Pecq. L'artiste doit créer quatre bas-reliefs pour entourer la porte d'entrée de chacun des deux établissements de manière à illustrer la fonction de l'école dans la préparation des enfants à leur futur rôle d'adulte.

L'œuvre du sculpteur, né à Elbeuf en 1878 et dont le projet a été validé par la municipalité de Petit-Quevilly, est mise en place en 1961. Les deux éléments encadrant l'entrée de l'école des filles offre une parfaite illustration de la place occupée par la femme dans la société française du tournant des années 1950-1960. Époque où le paternalisme est encore tout puissant et chaque sexe cantonné à un rôle prédéterminé sans qu'il soit bien vu d'en déroger. Les revendications pour plus d'égalité n'apparaîtront qu'à la fin des années 1960 avec l'émergence du MLF (Mouvement de Libération des Femmes).

Pour Delandre, la fonction principale de la femme est celle de la mère au foyer s'occupant de sa famille qui, dans l'idéal, est nombreuse pour repeupler une France en manque d'enfants. Ici, la mère est représentée avec quatre de ses enfants.

Mais le rôle de l'école est aussi de former les petites filles à des métiers où l'on aura besoin d'elles. Métiers traditionnellement dévolus aux femmes comme ceux d'infirmière, de laborantine et d'assistante sociale. Des professions tournées vers le soin, l'écoute, l'assistance, l'empathie autant de qualités qui apparaissent "naturelles" chez la femme.

Métiers qui ne demandent pas forcément beaucoup d'études comme celui de standardiste. Mais l'école peut également être le moyen d'intégrer des professions de rêve pour les filles comme le métier d'hôtesse de l'air en plein essor avec le développement du transport aérien au tournant des années 1950-1960.

L'école est donc pour la petite fille le moyen de s'élever socialement pour ne pas répliquer la situation de sa mère dans une Ville encore fortement ouvrière où beaucoup de femmes occupent des emplois non-qualifiés dans l'industrie. Toutefois, en ce début des années 1960, on ne lui propose pas encore de devenir cosmonaute ou scientifique comme le suggère la sculpture qui entoure l'entrée de l'école des garçons.



*Première version refusée par la Ville de l'œuvre réalisée par Delandre*



*École Joliot-Curie*



# LE FOYER LA CORDÉE, UNE MAISON POUR LES FILLES PERDUES 1967-1974



*Explication avec les jeunes pensionnaires du foyer de la Cordée*

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, la prise en charge des enfants délinquants se traduit par l'ouverture d'établissements dans lesquels la privation de liberté s'accompagne d'un volet éducatif et d'un apprentissage professionnel. Entre 1843 et 1867, Petit-Quevilly accueille l'une de ces structures connue sous le nom de colonie pénitentiaire agricole et qui compte jusqu'à 160 garçons.

Cette prise en charge des enfants perdus pour la Société a, un siècle plus tard, un pendant féminin. Avec la fermeture des maisons de tolérance en 1946 et la répression du proxénétisme, on se soucie de rééduquer et de réinsérer les prostituées. Rouen, par la présence de son port qui favorise la prostitution, est particulièrement concernée par cette question. Un premier centre d'accueil ouvre ses portes en 1951, sous l'égide de l'abbé Bernard Daubeuf. Le centre Dumanoir a pour objectif de rééduquer les grandes adolescentes difficiles et jeunes adultes concernées par la prostitution.

Mais en 1967, l'établissement doit déménager et vient s'installer à Petit-Quevilly 10 rue Ursin-Scheid dans les anciens locaux de la chartreuse Saint-Julien. Celui qui porte dorénavant le nom de foyer La Cordée ouvre ses portes en septembre de la même année. Sa mission est réorientée vers la prise en charge des "adolescentes inadaptées en vue de la prévention de la prostitution". L'objectif est de rééduquer des jeunes filles en perdition, souvent en mal de repères, parfois abandonnées

par leurs familles, ayant déjà eu à faire avec la Justice et, pour ne rien arranger, à l'éducation lacunaire.

Installées dans le pavillon d'accueil de la Chartreuse, des éducatrices tentent de remettre sur le droit chemin ces jeunes filles abîmées par la vie. L'un de leurs rôles est de leur inculquer des notions élémentaires d'arts ménagers et d'économie domestique pour préparer leur future insertion dans la société. Des cours de religion et de français leur sont également donnés par des enseignants. Les sorties en dehors du foyer se font de manière encadrées. Pour les cas les plus difficiles, l'aide d'un psychiatre est apportée.

Mais le foyer de La Cordée connaît rapidement des difficultés d'ordre administratif et éducatif signalées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Seine-Maritime. Des irrégularités dans les comptes sont constatées, les registres des jeunes filles sont mal tenus, le personnel éducatif n'est composé que de stagiaires... Compte tenu de la gravité d'une telle situation, les services de la DDASS et les juges des enfants ne veulent plus lui confier de nouveaux cas à prendre en charge. Avec la rébellion ouverte des éducatrices contre la direction et ses méthodes, les quatorze pensionnaires sont obligées de quitter les lieux le 1<sup>er</sup> septembre 1974. Le 15 septembre, le foyer La Cordée ferme ses portes.



*Pavillon d'entrée de la chartreuse Saint-Julien occupé par le foyer d'accueil de la Cordée*



# SUR LA TRACE DES NOMS DE FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC QUEVILLAIS



*Lycée Élisabeth Lemonnier  
Un hommage à la pionnière de  
l'enseignement technique féminin en  
France*

Dans son livre consacré à l'histoire des rues de Petit-Quevilly paru en 2000, le docteur Charles Théron en recense, sur les 163 voies étudiées, seulement quatre portant un nom de femme : Rosa Bonheur artiste peintre du XIX<sup>e</sup> siècle, Jeanne d'Arc résistante contre la présence anglaise au XV<sup>e</sup> siècle, Claudine Guérin résistante contre la présence allemande durant la Seconde guerre mondiale et Louise Michel révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle. Maigre place accordée aux femmes dans ce "système honorifique local" qui illustre, s'il en était besoin, le manque d'égalité entre hommes et femmes dans la société française.

Proportionnellement, les noms de bâtiments publics font une place un peu plus grande aux femmes surtout quand il s'agit d'établissements scolaires accueillant des filles. Sur huit écoles maternelles, trois portent des noms de femmes : Elsa Triolet écrivaine du XX<sup>e</sup> siècle, Danielle Casanova résistante durant la Seconde guerre mondiale et Jeanne d'Arc. Sur les sept écoles primaires on trouve les noms d'Irène Joliot-Curie physicienne et chimiste du XX<sup>e</sup> siècle, Gabrielle Méret institutrice et résistante durant la Seconde guerre mondiale et Delphine Gay écrivaine et poétesse du XIX<sup>e</sup> siècle. Sur les deux lycées, un porte le nom d'Elisa Lemonnier éducatrice et fondatrice de l'enseignement professionnel des filles au XIX<sup>e</sup> siècle.



*Gisant de la reine Aliénor d'Aquitaine (1122-1204)*

En revanche, aucun nom de femme pour les deux collèges, les bâtiments publics ou immeubles de la commune.

Mais depuis les années 2010, la surreprésentation masculine commence à être tempérée. Les noms de rue de Petit-Quevilly se féminisent un peu plus à l'image d'une société française qui tente de rééquilibrer la place occupée par les hommes et les femmes. En 2021, la commune compte désormais une rue Adrienne Bolland, Hélène Boucher, Maryse Bastié et Jacqueline Oriol, toutes les quatre pionnières de l'aviation au XX<sup>e</sup> siècle, une rue Elisa Lemonnier, une rue Simone Veil femme politique, un mail Françoise Héritier anthropologue du XX<sup>e</sup> siècle, une rue Simone de Beauvoir philosophe du XX<sup>e</sup> siècle et une rue Aliénor d'Aquitaine reine de France au XII<sup>e</sup> siècle.

De toutes ces femmes dont on honore la mémoire à travers des plaques de rues ou des noms d'écoles, seule deux ont un lien avec l'histoire de Petit-Quevilly. Aliénor d'Aquitaine et son époux Henri II Plantagenet roi d'Angleterre et duc de Normandie sont à l'origine de la construction de la chapelle Saint-Julien à partir de 1160 et Gabrielle Méret est en lien avec le Maquis de Barneville dont une partie des membres était quevillais. Avec le rééquilibrage de la place faite aux femmes dans la société, des noms de Quevillaises méritantes devraient, dans l'avenir, figurer plus facilement sur les plaques des rues de la Commune.



*Plaque de la rue Maryse Bastié  
(Aviatrice, 1898-1952)*